

Chronique du 21 janvier au 6 février 1999

Mercosur

Argentine :

La crise financière au Brésil continue d'ébranler le Mercosur. Non seulement les associations de producteurs industriels des pays membres du bloc réclament à l'imposition de tarifs ou quotas pour empêcher l'avalanche appréhendée de produits brésiliens sur leurs marchés, voici que des sources du ministère des affaires étrangères argentin affirment que ce pays cherchera dans les prochains mois à (re)lancer les discussions visant à la signature, à moyen terme, d'un accord de libre-échange intégrant l'Argentine à l'ALENA. L'administration américaine ayant peu de chances d'obtenir, avant les prochaines élections présidentielles, la procédure accélérée (*fast-track*) permettant de conduire de manière effective de telles négociations, le gouvernement argentin concentrera ses efforts, un peu à la manière du Chili, à la signature d'accord individuels avec le Canada et le Mexique, un accord dans ce dernier cas étant possible avant la fin de l'année en cours.

Malgré les professions de foi presque quotidiennes ces jours-ci du gouvernement Menem envers le Mercosur, et la nécessité selon ce dernier de résister à la tentation de "différencier" l'Argentine trop ouvertement du Brésil face aux investisseurs internationaux, les intérêts divergents pour les deux principaux pays du bloc se manifestent de plus en plus : pour le Brésil le Mercosur est avant tout un instrument politique élargissant le rayonnement de son influence en Amérique latine face aux États-Unis alors que pour l'Argentine il s'agit là d'un vecteur permettant son insertion graduelle à l'économie mondiale. Cette affirmation est particulièrement vraie si l'on regarde le discours argentin actuel au sujet de la *dolarización*. Si au début de la crise asiatique le président Menem se faisait le champion d'une monnaie commune du Mercosur, il est maintenant clair qu'il ne s'agit là pour lui que d'un pas vers l'adoption du dollar par tous les pays du Mercosur, comme l'exprimait d'ailleurs très clairement hier Jorge Castro, secrétaire argentin à la planification stratégique de la présidence.

Dans ce contexte, une diminution de l'importance du marché brésilien pour les exportations argentines, diminution qui se fera tant par la force des choses suivant la dévaluation du real que par une stratégie active de recherche d'accords bilatéraux, ne pourra que diminuer l'enthousiasme du gouvernement argentin face au bloc, particulièrement si le successeur du président Menem ne partage pas l'engouement de ce dernier pour le Mercosur. Pour le moment, l'un des seuls arguments économiques de taille modérant les ardeurs des partisans à la distanciation du Brésil est la crainte d'éloigner les investisseurs internationaux s'installant en Argentine, voulant profiter de la productivité et du climat d'affaires plus favorables de l'Argentine, mais visant à exporter surtout vers l'immense marché brésilien. Déjà, il semblerait qu'au cours des deux dernières semaines deux multinationales américaines auraient gelé des projets d'investissement en Argentine totalisant plus de 800 millions de dollars dans les domaines des pièces automobiles et du papier, de peur de voir une guerre commerciale au sein du Mercosur leur bloquer l'accès au marché brésilien.

Réunion du GMC et des présidents

Pour faire face à la crise et empêcher l'éruption d'une telle guerre commerciale, une réunion du Groupe du Marché Commun (*Grupo Mercado Común-GMC*), organisme exécutif du Mercosur, aura lieu le 11 février à Asunción à la demande de l'Uruguay. Une réunion extraordinaire des présidents, réclamée à grands cris par l'Argentine, des quatre pays membres du Mercosur aura aussi lieu dans les prochaines semaines, la date et l'endroit étant encore indéterminé. Cette crise démontre une fois de plus la faiblesse institutionnelle du Mercosur : jusqu'à maintenant l'Argentine a tenté d'obtenir des compensations bilatérales du Brésil, l'Uruguay réclame des mesures communes tandis que le Paraguay est demeuré relativement indifférent. L'on s'attend généralement à ce que les trois partenaires du Brésil demandent à ce dernier d'éliminer les restrictions aux importations et les subsides aux exportations mis en place depuis 1996.

Entente Brésil-FMI

Le FMI et le Brésil en sont arrivés à une [entente](#) pour adapter l'accord de novembre dernier créant un fonds "préventif" de 41,5 milliards de dollars. Dans le contexte de la crise actuelle, il y évidemment urgence pour le gouvernement Cardoso d'accélérer le déboursement de ces fonds, de manière à empêcher une restructuration de sa dette qui apparaît de plus en plus comme une possibilité réelle et serait désastreuse pour la réputation du Brésil. L'entente prévoit donc que le FMI accordera la seconde tranche de 9 milliards de dollars dès la fin mars. Par contre, aucune entente n'a été conclue quant à l'importante question des mécanismes d'intervention dans les marchés de change. Le nouveau plan d'ajustement prévoit un surplus primaire (solde budgétaire moins les intérêts sur la dette) de 3 à 3,5 % du P.I.B. en 1999. Le premier accord de novembre prévoyait un surplus primaire de 2,6 %. Selon les premières estimations, les nouveaux objectifs quant au surplus signifient un effort additionnel de près de 8 milliards de reals pour le gouvernement. La chute du P.I.B. pour cette année sera évidemment plus grande que le 1 % prévu à l'origine, certains économistes prévoyant plutôt une chute pouvant aller jusqu'à 4 % du P.I.B. Le ratio de la dette publique par rapport au P.I.B. devra aussi être inférieur au 46,5 % entendu lors de l'entente originale. Soulignons qu'il s'agit là d'un critère beaucoup plus sévère que le ratio de 60 % exigé des pays européens lors du traité de Maastricht. L'entente mentionne aussi la nécessité d'élargir l'effort de privatisation, notamment dans les secteurs financiers et énergétiques, ce qui signifie sans doute la privatisation éventuelle de Petrobras et de Banco do Brasil.

L'aspect le plus controversé de l'entente est bien sûr l'emphase mise sur la lutte contre l'inflation. L'on mentionne que celle-ci ne devrait pas dépasser les 10 % (*middle single digits*), ce qui forcera sans doute le maintien, et même la hausse continue, de taux d'intérêt qui se chiffrent déjà à plus de 39 %, enfonçant encore plus le pays dans la récession. Il est intéressant de noter la presque unanimité des commentateurs, toutes tendances confondues, à critiquer cette politique. Ces taux d'intérêt élevés auraient le double objectif d'éviter un retour à l'hyperinflation, scénario peu probable dans le contexte d'une économie plongée dans la récession, et de soutenir le real, argument peu convaincant puisque les marchés semblent pour le moment s'être joint à la critique en attaquant encore plus fortement le real à chaque nouvelle hausse des taux, hausses qui augmentent de façon significative le coût du service de la dette et donc la possibilité d'une restructuration de celle-ci. Le real a jusqu'à maintenant perdu près de 33 % de sa valeur depuis le début de la crise.

Les mesures additionnelles que devra prendre le gouvernement brésilien pour récolter ces fonds n'ont pas été identifiées, mais il semble probable qu'il s'agisse entre autres de couper dans les subsides aux exportations, ce qui aurait l'avantage supplémentaire pour le gouvernement d'accéder à l'une des demandes principales des partenaires du Brésil au sein du Mercosur.

Venezuela et Chili

La question de l'adhésion et du Chili et du Venezuela au Mercosur semble se préciser. La pression des partenaires du Venezuela au sein de la Communauté andine (CA) a, comme en 1994, encore eu son effet puisque l'on ne parle maintenant que d'une association de type 4+1 du Venezuela au Mercosur, similaire à celle de la Bolivie et du Chili, et donc ne remettant pas en cause la participation du Venezuela à la CA. L'Argentine espère voir cette association se concrétiser avant la fin de son mandat à la tête du Mercosur en décembre 1999. Il pourrait en fait s'agir là d'une police d'assurance pour le Venezuela au cas où les négociations actuelles, qui s'avèrent très difficiles, pour une association similaire de l'ensemble des pays de la CA au Mercosur échoueraient. Le président Chavez s'est d'ailleurs attiré les louanges du président Menem, devenant le deuxième chef d'État à appuyer fortement l'idée d'une monnaie commune pour la région.

L'adhésion du Chili comme membre à part entière du Mercosur pourrait quant à elle avoir lieu dès l'an prochain. Il est cependant probable que le Chili demande un statut spécial par rapport aux autres pays membres puisqu'il refusera sans doute de partager le tarif extérieur commun du Mercosur. En effet, ceci voudrait dire une hausse du tarif chilien de 10 % à la moyenne actuelle de 17 % pour le bloc, d'autant plus que le Chili vise à baisser son tarif à 6 % d'ici quatre ans. De plus les négociations seront ralenties

par l'incertitude de l'environnement politique et économique au sein du Mercosur résultant de la crise actuelle.